

Compte-rendu du Débat sur l'Ecole

des vendredi 12 décembre 2003 et samedi 10 janvier 2004
Collège Marseilleveyre, Marseille, 8è

En préambule, de nombreux enseignants expriment leur méfiance sur l'utilisation qui sera faite par le Ministère des réponses qu'ils apporteront à ce Débat : en effet, seules trois phrases par établissement seront retenues, cinq cents mots seulement au final seront censés exprimer l'opinion du monde scolaire sur l'Ecole ! De plus, les participants se demandent quel est le sens profond de ce Débat morcelé en 22 questions : servira-t-il à légiférer sur une nouvelle Loi d'Orientation ? toutes les questions posées ne concernent pourtant pas cette Loi.

Un parent d'élève fait remarquer à juste titre que les moyens d'un tel débat ne nous ont pas été donnés : comment étudier sérieusement en moins d'un mois toutes les questions que soulève un sujet d'une telle ampleur, qui implique tant de Français et nous tient tous profondément à coeur ?!

Les points forts du Débat se traduisent en terme de manques : manque de moyens pour revaloriser l'Ecole et lutter contre les dérives qui la menacent, manque de considération accordée à l'Ecole et à ses personnels, manque chez les élèves de goût pour l'effort et le travail .

Les réponses majeures du Débat :

Il est à noter que l'ensemble du groupe a manifesté un grand intérêt pour les questions retenues et beaucoup de sérieux dans leur traitement, pour proclamer son attachement collectif à cette Ecole qu'il aime et veut défendre.

Question 1 : Quelles sont les valeurs de l'Ecole républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

L'Education doit rester nationale et les valeurs de l'Ecole républicaine ne pourront être défendues que si elles restent républicaines nationalement. Il est aussi fondamental que l'Ecole reste la priorité de l'Etat.

De plus, nous constatons le manque criant d'équité d'un système qui nous demande d'inculquer des valeurs morales.

Lutter contre l'agressivité de la société vis-à-vis de l'Ecole est devenu une nécessité. Et il faut commencer par redonner une image positive à l'Ecole, or cette reconnaissance passe par la revalorisation des salaires, par la considération du Ministère et par une politique ministérielle plus solidaire de son personnel.

Sans cesse est souligné par la société le manque de rendement de l'Ecole, pourtant elle n'est pas un agent économique, elle ne veut pas non plus être assimilée à un service ; de plus, l'Ecole ne peut pas agir contre l'aggravation de la dérive qu'elle subit (violences, "incivilités", ...) quand l'encadrement y est réduit : il y a là une contradiction dont souffre l'Ecole. Il manque des adultes référents au collège pour lutter contre ces dérives (toujours le manque criant de moyens).

Au collège, les moyens financiers attribués sont stationnaires alors que le nombre d'élèves inscrits augmente à chaque rentrée scolaire, par conséquent les moyens globaux n'augmentent pas comme on veut nous le faire croire, mais, calculés par élève, diminuent ! Les établissements ZEP bénéficient de moyens plus élevés, mais il ne saurait nullement être question de diminuer leurs aides pour les attribuer à d'autres établissements comme le nôtre : il faut des moyens supplémentaires dans tous les types d'établissements pour permettre à l'Ecole de se défendre. Concernant le problème de la dérive de la société, l'Ecole est maintenant obligée d'éduquer plus que d'enseigner (mais doit-on accepter que l'Ecole devienne éducatrice, et peut-être un jour plus qu'éducatrice ?), que faire face à des parents démissionnaires ?

Question 8 : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Dans notre société de dérision et du moindre effort (l'image de l'Ecole et du professeur est très négative face au rêve de succès que véhiculent les footballeurs et la Star Académie), l'Ecole et l'Etat doivent commencer par réaffirmer et assumer le fait que l'Ecole est un lieu de travail, d'efforts, de concentration. La mémorisation par coeur doit être réintroduite, exigée et valorisée dans toutes les disciplines ; par ailleurs, les élèves semblent évacuer de leur mémoire les connaissances les plus anciennes pour emmagasiner les plus récentes sans se rendre compte des capacités de leur cerveau, un travail en ce sens est à faire avec eux.

Les enseignants sont surpris de voir qu'au contraire de ce qu'ils veulent leur inculquer, les élèves (victimes de leur habitude de l'immédiateté, voire même de leur absence de goût et d'habitude pour l'effort !) croient que prendre du temps pour réfléchir montre que l'exercice est infaisable ou qu'ils n'ont pas les capacités de le faire, certains même paniquent et se découragent aussitôt ; là aussi un travail d'approche s'impose. Autre travail nécessaire et fructueux à faire de la part des enseignants : donner plus de sens à l'apprentissage des connaissances en indiquant aux élèves les objectifs à atteindre et le cheminement pour y parvenir, leur montrer aussi que l'objectif avant tout est de former leur

esprit. Il faut noter qu'un grand effort est aujourd'hui fait auprès des élèves sur la mise en valeur des objectifs à atteindre, mais le problème reste que ces objectifs sont à long terme, qu'ils rentrent dans la formation d'individus, or il est difficile de faire comprendre aux élèves que la question des objectifs ne peut se résumer à la simple question du "à quoi cela sert-il ?", que ce dernier verbe est hors de propos dans une démarche beaucoup plus globale, dépassant les disciplines scolaires.

Le manque de sens et de cohérence, aux yeux des élèves, de ce qu'ils apprennent est aussi largement dû au morcellement des apprentissages, c'est pourquoi nous demandons des temps institutionnalisés (et non plus sur la base du seul volontariat) de travail en équipe et en interdisciplinarité pour structurer l'ensemble des apprentissages apportés à une même classe, dans le cadre des programmes nationaux. Les enseignants réclament depuis longtemps une telle mesure et sont vraiment impatients de la voir mise en oeuvre.

Par ailleurs, des heures de méthodologie pour l'acquisition des connaissances se révéleraient nécessaires et utiles, nous regrettons qu'institutionnalisées en 6^e avec l'ATPE, elles se soient transformées en heures de soutien par absence de ces dernières dans l'emploi du temps.

Les heures de vie de classe devraient être plus largement institutionnalisées car elles permettent aux élèves d'évoquer un très large éventail de questions (discipline et attitude à l'Ecole, objectifs, orientation, ...) et se révèlent très instructives et efficaces.

En outre, une structure devrait être créée au collège pour relayer les parents absents (démissionnaires ou trop occupés) : aide quotidienne aux devoirs, création de nouvelles catégories professionnelles au collège, de lieux d'écoute ; un plus grand suivi des élèves est indispensable mais les enseignants manquent de temps à accorder en dehors des cours aux problèmes particuliers, ils manquent aussi de temps de concertation et de travail en équipes pédagogiques : devraient être institutionnalisées des heures d'écoute et d'entretiens individuels.

Les enseignants ne peuvent que constater leur impuissance face à des élèves trop faibles, pour lesquels aucune structure n'est adaptée dans le moule unique et que l'on ne fait même pas redoubler (pour lesquels le redoublement ne pourrait être utile que si toutes les mesures proposées dans ce compte-rendu étaient appliquées) : que faire pour ces élèves en souffrance ? Le système du tutorat est à institutionnaliser pour aider les enfants des familles qui, pour diverses raisons, ne peuvent les suivre scolairement, dans un climat de confiance, en instaurant si besoin une aide psychologique.

A ce propos, le Copsy, souligne que l'enseignant doit prendre en compte le passif avec lequel un élève arrive à l'Ecole, ainsi que tous les liens affectifs qu'il crée avec celle-ci, sans pour autant psychologiser ses problèmes scolaires, sans doute un apprentissage théorique des personnels enseignants sur la psychologie des élèves serait-elle un outil de travail utile pour eux. Créer des réunions de travail entre collègues en présence d'un psychologue ou psychanaliste (du type groupes Balynt), comme cela se fait chez les médecins, pour parler des problèmes rencontrés dans le travail, pourrait être reconfortant et enrichissant pour notre travail.

De très nombreuses solutions pour aider les élèves en difficultés sont proposées par les enseignants, certaines depuis longtemps, le Ministère doit maintenant les mettre en pratique de manière systématique en y investissant les moyens nécessaires.

Autre point important, la réduction des heures d'enseignements fondamentaux, la suppression des travaux pratiques, en sciences et dans d'autres matières sont finalement fort préjudiciables pour les élèves dans leur désir et leur plaisir d'apprendre.

D'autre part, pour motiver les élèves, faire un travail en partenariat avec les parents s'impose pour les enseignants : travail sur les liens parents-Ecole (il faut remodeler leur vision consumériste de l'Ecole), travail sur l'indispensable accompagnement des élèves hors de l'Ecole, travail sur la transmission des connaissances (même les parents les mieux intentionnés se retrouvent souvent désarmés pour aider leurs enfants à travailler).

En ce qui concerne la délicate question du redoublement où bien des cas paraissent aberrants, il faut travailler sur la terminologie du terme si négatif, restaurer pour les parents l'obligation de respecter l'avis du conseil de classe dans beaucoup de cas, prendre en considération le rythme des élèves et admettre que certains aient besoin d'un an ou deux de plus que les autres pour faire leur collège. La politique gestionnaire du système est ici encore inadmissible : il est scandaleux de ne pas faire redoubler des élèves qui en ont besoin parce que les faire redoubler coûte trop cher.

Il nous paraît aussi urgent et nécessaire de revoir les méthodes d'apprentissage de la lecture au primaire, où le redoublement des élèves en grandes difficultés est trop rare.

L'éducation à faire sur les médias est nécessaire et incontournable, elle doit cependant être précédée de la formation des enseignants qui se retrouvent en conflit d'autorité face à des élèves qui maîtrisent bien mieux qu'eux ce nouvel outil. L'opération Ordina 13 dans notre département est certes bénéfique en familiarisant les élèves à la maîtrise de cet outil (facteur social fort) mais l'Ecole y perd sa perspective nationale et l'Opération risque de creuser le fossé entre les élèves en difficultés et les autres.

Les Copsy, ne sont pas assez nombreux et ne peuvent, par conséquent, donner qu'une information trop vague et trop superficielle. De plus, on ne peut que déplorer le manque de coïncidences entre l'Ecole et le monde du travail.

Enfin, dans une Ecole en plein bouleversement, à cause de changements sociaux profonds, se pose la question de la formation initiale et continue des enseignants, il n'est pas admissible que celles-ci soient réduites.

Question 22 : Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière ?

L'ensemble des personnels refuse catégoriquement de débattre nationalement sur une telle question, de nature à faire uniquement l'objet d'une concertation interne.